



OFFICE DE L'ELEVAGE

Division Etudes & Prospectives

JP ZÉGERS
T : 01 44 68 53 45
✉ jean-pierre.zegers@office-elevage.fr

B. HEBRARD
T : 01 44 68 50 36
✉ bertrand.hebrard@office-elevage.fr

Les structures de production de lait de vache au 1^{er} avril 2005

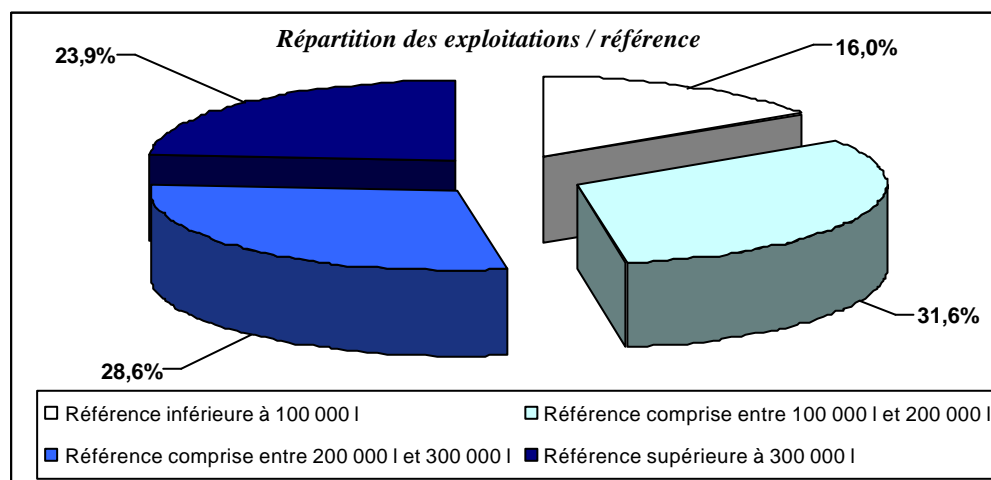
(exploitation du fichier des producteurs détenteurs d'une quantité de référence laitière – extraction du 6/12/2005)

I/ ETAT DES LIEUX

Au 1^{er} avril 2005, **100.667** exploitations laitières sont détentrices d'une quantité de référence laitière en France (-6,1 % par rapport à l'an dernier).

Si l'on considère uniquement les exploitations laitières livrant en laiterie, titulaires de moins de 20 % de quantité de référence "vente directe", leur nombre s'établit à **97.535**, pour une référence totale moyenne de **231.703 litres**.

En 2005, la répartition de l'ensemble des exploitations, par tranche de référence de 100.000 litres, est la suivante :



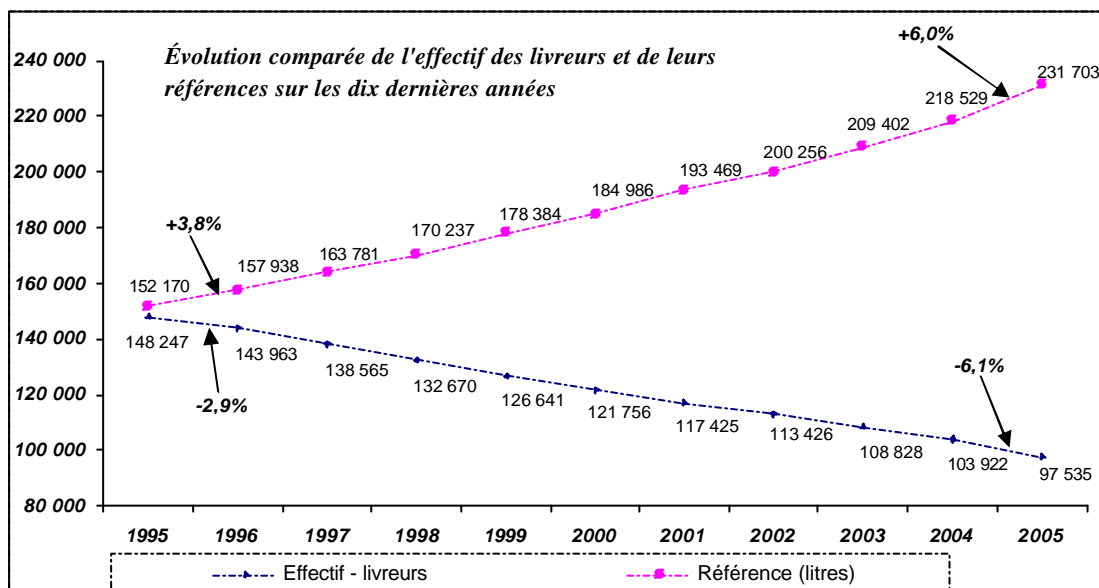
Le tableau récapitulatif des effectifs et des références moyennes par type de producteur (livreur, vendeur direct) est présenté ci-dessous :

	Effectif				Réf moy (l)			Réf totale (x 1000 l)		
	2004-05	2005-06	Δ	év%	2004-05	2005-06	év%	2004-05	2005-06	év%
Total producteurs	107 206	100 667	-6 539	-6,1	216 241	229 085	5,9	23 182 362	23 061 255	-0,5
dont Livreurs (Livraison/Total ? 80%)	103 922	97 535	-6 387	-6,1	218 529	231 703	6,0	22 709 981	22 599 159	-0,5
VD (Livraison/Total < 80%)	3 284	3 132	-152	-4,6	143 843	147 540	2,6	472 381	462 096	-2,2
dont VD purs	1 727	1 629	-98	-5,7	76 758	76 834	0,1	132 561	125 163	-5,6

II/ RESTRUCTURATION - LE MOUVEMENT S'INTENSIFIE EN 2005

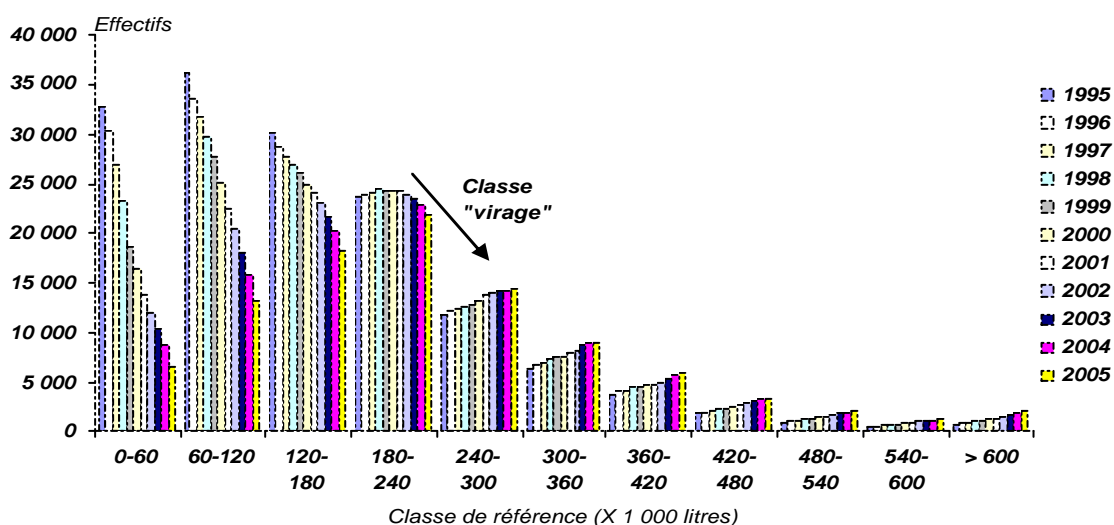
La baisse du nombre de livreurs s'est intensifiée en 2005 (- 6.387 exploitations), alors que le nombre d'exploitations disparaissant chaque année était jusqu'à présent relativement stable et de l'ordre de 5.000 depuis 1996.

Ce phénomène, sans doute ponctuel, s'explique, en grande partie, par l'accroissement des cessations laitières (ACAL), suite notamment à l'augmentation de 20 % du barème d'aide. Le nombre de demandes d'aide à la cessation laitière (3.600 dossiers) de la campagne 2004-2005 a doublé par rapport à la campagne précédente et l'ensemble des dossiers a été pris en compte. La diminution annuelle de l'effectif des livreurs est passée de 4.300 (- 3 %) en 1996 à **6.400** (- 6 %) en 2005. L'augmentation annuelle de la référence moyenne, quant à elle, passe de 5.800 litres en 1996 (+ 4 %) à **13.100 litres** en 2005 (+ 6 %) :



Évolutions différenciées suivant l'importance de la quantité de référence

L'observation de l'évolution des effectifs de livreurs par classe de référence permet d'identifier les catégories de taille pour lesquelles la perte d'exploitations est permanente, et celles qui progressent. La classe "virage" pour laquelle l'effectif reste stable, donne une indication du seuil considéré globalement comme viable par les éleveurs, pour la mise en place ou la reprise de structures.

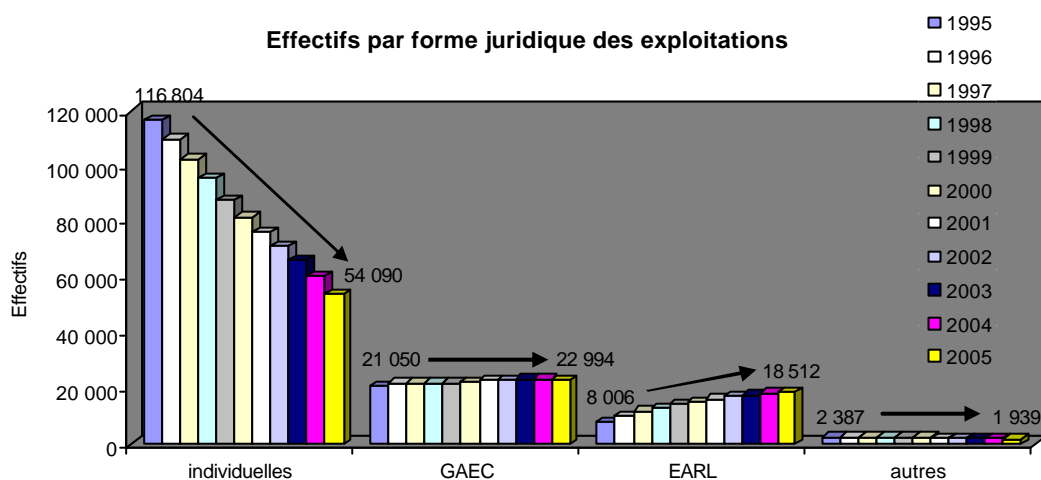


La tendance observée, depuis 3 campagnes, se confirme puisqu'on constate que l'effectif de livreurs de la classe de référence "180-240 000 litres" qui restait stable jusqu'en 2001/2002, poursuit sa baisse, tandis que la classe de référence "240-300 000 litres" qui était jusqu'alors en progression, semble se stabiliser. Ce décalage de la classe "virage" paraît traduire une **élévation du seuil considéré comme viable** pour la reprise d'ateliers laitiers.

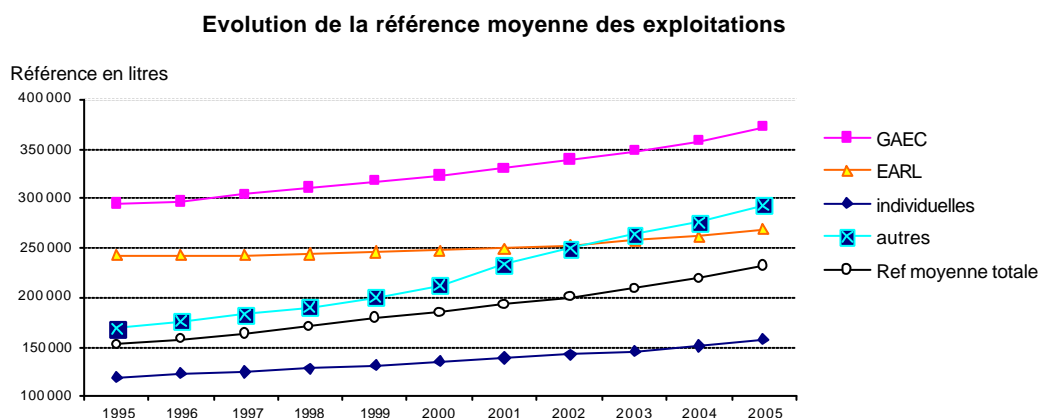
Cette élévation reflète également une évolution dans le mode d'organisation des structures. On approche probablement les limites du potentiel d'accroissement de référence des exploitations individuelles sans apport extérieur de main d'œuvre ou externalisation de tâches. Cet accroissement, fortement contraint par le calibrage des facteurs de production (*notamment en main-d'œuvre*) et par les quotas, implique de plus en plus souvent le regroupement des structures de production.

III/ PHENOMENE SOCIETAIRE - CONTINUE

L'augmentation de l'importance des sociétés laitières, en effectifs et en référence, se poursuit dans la continuité de la tendance observée depuis 1995. En ce qui concerne les effectifs, la diminution du nombre d'exploitations est essentiellement le fait des exploitations individuelles (baisse de 50 % en 10 ans). Le nombre de GAEC et autres formes sociétaires (SCEA, ...) reste globalement stable, tandis que les EARL progressent.

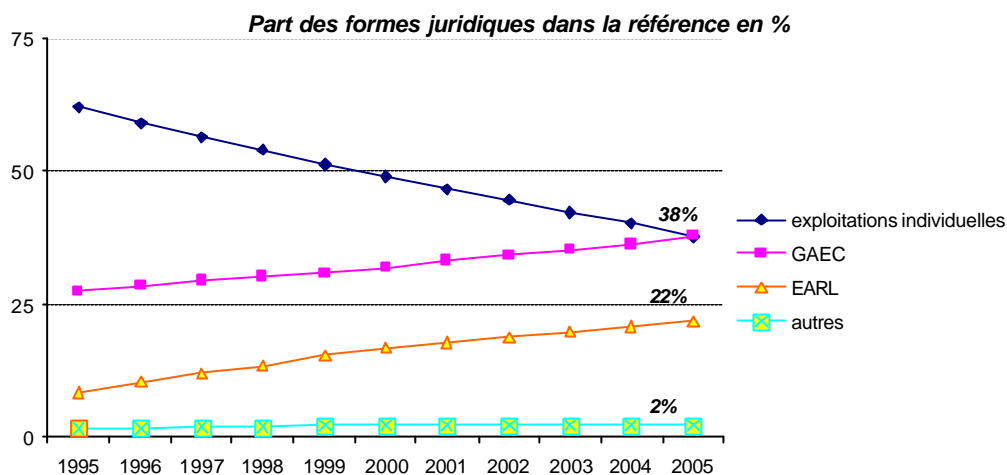


En termes de quantité de référence moyenne, en revanche, les EARL (+ 6.200 litres) et les exploitations individuelles (+ 6.800 litres) progressent moins vite que la moyenne nationale (+ 13.200 litres), tandis que les GAEC (+ 14.100 litres) et les autres formes sociétaires (+17.100 litres) affichent une progression supérieure à la moyenne nationale.



Globalement, le poids des GAEC et des EARL dans la référence totale progresse de façon relativement équivalente. Si l'augmentation du nombre d'exploitations justifie cette situation pour les EARL, c'est l'accroissement de la taille des GAEC qui permet à ces formes sociétaires de maintenir leur poids économique.

En 2005, le quota détenu par les GAEC rejoint celui détenu par les exploitants individuels, soit 38 %.



IV/ PARTICULARITES GEOGRAPHIQUES

Zones défavorisées et zones de montagne

La répartition du nombre d'exploitations et de la référence entre zones géographiques évolue autour des valeurs suivantes :

Zone	% des exploitations	% de la référence
Plaine	64	70
Montagne	19	13
Défavorisée (hors montagne)	17	17

Cette répartition n'a pas été fondamentalement modifiée au cours des dix dernières années, mais on constate cependant que la dynamique de restructuration diffère suivant les zones.

En **zones de montagne, le mouvement de restructuration s'est accéléré**. Le pourcentage d'exploitations disparaissant en cours de campagne, qui restait légèrement inférieur à celui observé en zones de plaine sur la période 1995-2004, est désormais supérieur (- 6,5 % en "montagne" contre - 5,9 % en "plaine" en 2005). La référence moyenne en 2005 a franchi le seuil de 150.000 litres en zones de montagne (158.300 litres), contre 251.000 litres en zones de plaine. Ce phénomène peut être, en partie, lié à un taux de cessations laitières dans les zones de montagne légèrement supérieur à la moyenne nationale (3,3 %) (*ex.*: 5,9 % en Midi-Pyrénées, 5,1 % en Rhône-Alpes ...).

Cette référence moyenne est cependant **variable suivant les massifs**, avec une valeur de 145.000 litres dans le Massif Central, d'environ 154.000 litres dans les Alpes, 181.000 litres dans les Pyrénées, et 194.000 litres en Franche Comté.

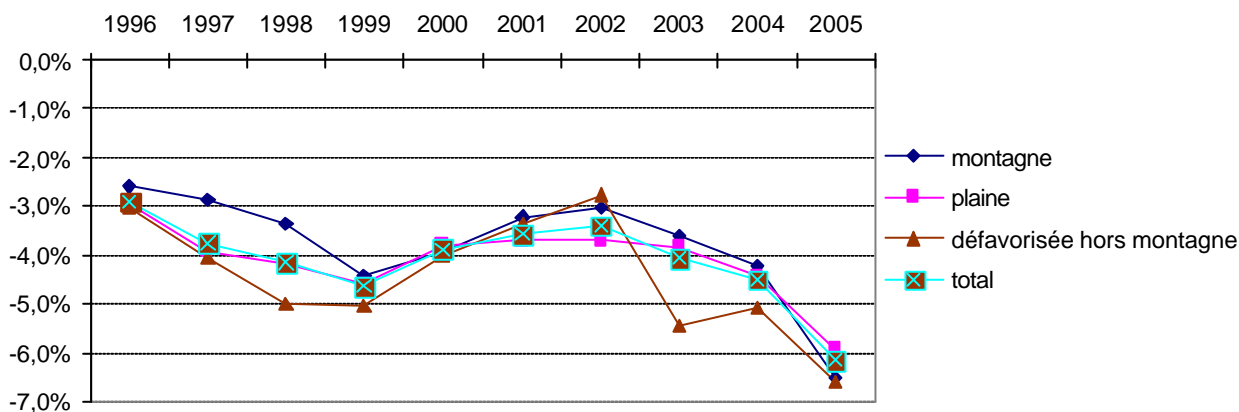
En zones défavorisées (hors montagne), la restructuration a, de nouveau, tendance à être plus forte qu'en zones de plaine. La référence moyenne en 2005 reste légèrement inférieure à celle des zones de plaine avec 242.500 litres.

	Effectif				Réf moy (l)			Réf totale (x 1000 l)		
	2004-05	2005-06	Δ	év%	2004-05	2005-06	év%	2004-05	2005-06	év%
Zone de plaine	66 464	62 533	-3 931	-5,9	237 474	250 928	5,7	15 783 499	15 691 287	-0,6
Zone défavorisée hors montagne	17 387	16 241	-1 146	-6,6	226 377	242 469	7,1	3 936 019	3 937 931	0,0
Zone de montagne	20 071	18 761	-1 310	-6,5	148 994	158 304	6,2	2 990 463	2 969 942	-0,7

Au fil du temps, le rythme de la restructuration dans les différentes zones évolue de façon cohérente avec le contexte économique et politique de la filière: **entre 1999 et 2001**, période favorable au prix du lait, le pourcentage d'exploitations disparaissant chaque année a reculé. **Sur les trois dernières années**, ce rythme s'est à nouveau accéléré, simultanément à la mise en œuvre des programmes d'A.C.A.L. (Aide à la Cessation d'Activité Laitière), à la baisse du prix du lait et à la mise en œuvre de la réforme de la PAC.

Ces variations apparaissent plus amples dans les zones défavorisées hors montagne. Les exploitants y sont probablement plus sensibles aux signaux de la conjoncture, compte tenu du manque de densité laitière et du niveau de rentabilité du lait comparé aux autres productions possibles dans ces régions. Les programmes d'A.C.A.L. ont été notamment importants dans certaines de ces zones, comme la région Aquitaine, qui a connu le plus fort taux de cessations primées en 2005, 10%.

Evolution annuelle en % du nombre d'exploitations, suivant la zone géographique



Particularités départementales

Une répartition globalement stable

Les cartes actuelles de localisation géographique des exploitations laitières et de la référence moyenne par département sont peu différentes de celles précédemment présentées.

Le "croissant laitier"

Les départements regroupant le plus grand nombre d'exploitations sont ceux qui forment le "croissant laitier" englobant tout le Grand Ouest, la Basse et la Haute Normandie, le Nord, le Grand Est, l'Auvergne et l'Aveyron, et enfin les Pyrénées Atlantiques.

Voir Carte 1 – Nombre d'exploitations laitières par département en 2005.

L'axe "Bordeaux-Genève": exploitations aux références moyennes autour de 230.000 litres

La répartition géographique des structures laitières suivant leur taille s'articule autour d'un axe Est-Ouest, séparant le Nord où les ateliers laitiers disposent, dans presque tous les départements concernés, d'une quantité de référence supérieure à la moyenne nationale (230.000 litres), du Sud où les moyennes sont le plus souvent inférieures à 230.000 litres.

Voir Carte 2 – Référence moyenne par département en 2005.

Mais des dynamiques divergentes

Une analyse du rythme de la restructuration des exploitations laitières avait été faite sur les données de l'année 2004. Nous en rappelons ici les principales conclusions :

Si l'on observe maintenant le rythme d'accroissement de la référence moyenne (ou le rythme de disparition des exploitations qui lui est équivalent, compte tenu de la stabilité de la référence départementale), les évolutions peuvent être très différentes suivant les départements, et suivant la période considérée.

On peut donc observer différents types de dynamiques :

✂ ***La restructuration reste modérée depuis 1995*** dans les départements du Massif Central, de Franche Comté, dans les Alpes, en lien avec le caractère montagnoux de ces régions. De façon plus atypique, la Mayenne et la Sarthe, ainsi que le Pas-de-Calais présentent les mêmes caractéristiques, en lien cette fois avec les politiques de gestion des quotas favorables à l'installation, mises en œuvre dans ces départements.

✂ ***La restructuration, modérée, tend cependant à s'accélérer depuis 2000***, dans certains départements du groupe précédent comme la Haute Savoie, la Haute Loire, et les Alpes de Haute Provence.

✂ ***Un accroissement moyen de la référence, et relativement régulier depuis 1995*** est observé dans les départements qui forment un arc reliant le Grand Ouest au Grand Est en passant par la Haute et la Basse Normandie, ainsi que la Picardie. On observe également cette dynamique dans les plaines à l'Ouest du Massif Central, dans la Nièvre et dans la vallée du Rhône.

✂ ***Ce rythme moyen a tendance à s'accélérer*** essentiellement dans le Sud-Ouest et en Vendée et en Charente. Parmi les départements du groupe précédent, le Nord, la Marne et l'Isère voient également leur référence moyenne croître plus rapidement ces dernières années.

✂ ***Enfin la restructuration la plus intense, observée depuis 1995***, sévit dans les régions de "déprise laitière": le Sud-Ouest et la façade atlantique, ainsi que les plaines céréalières du pourtour de l'Ile de France, du Centre et de la Bourgogne. L'Alsace se distingue également par un rythme de restructuration soutenu.

Voir Carte 3 – Typologie d'évolutions en 2004

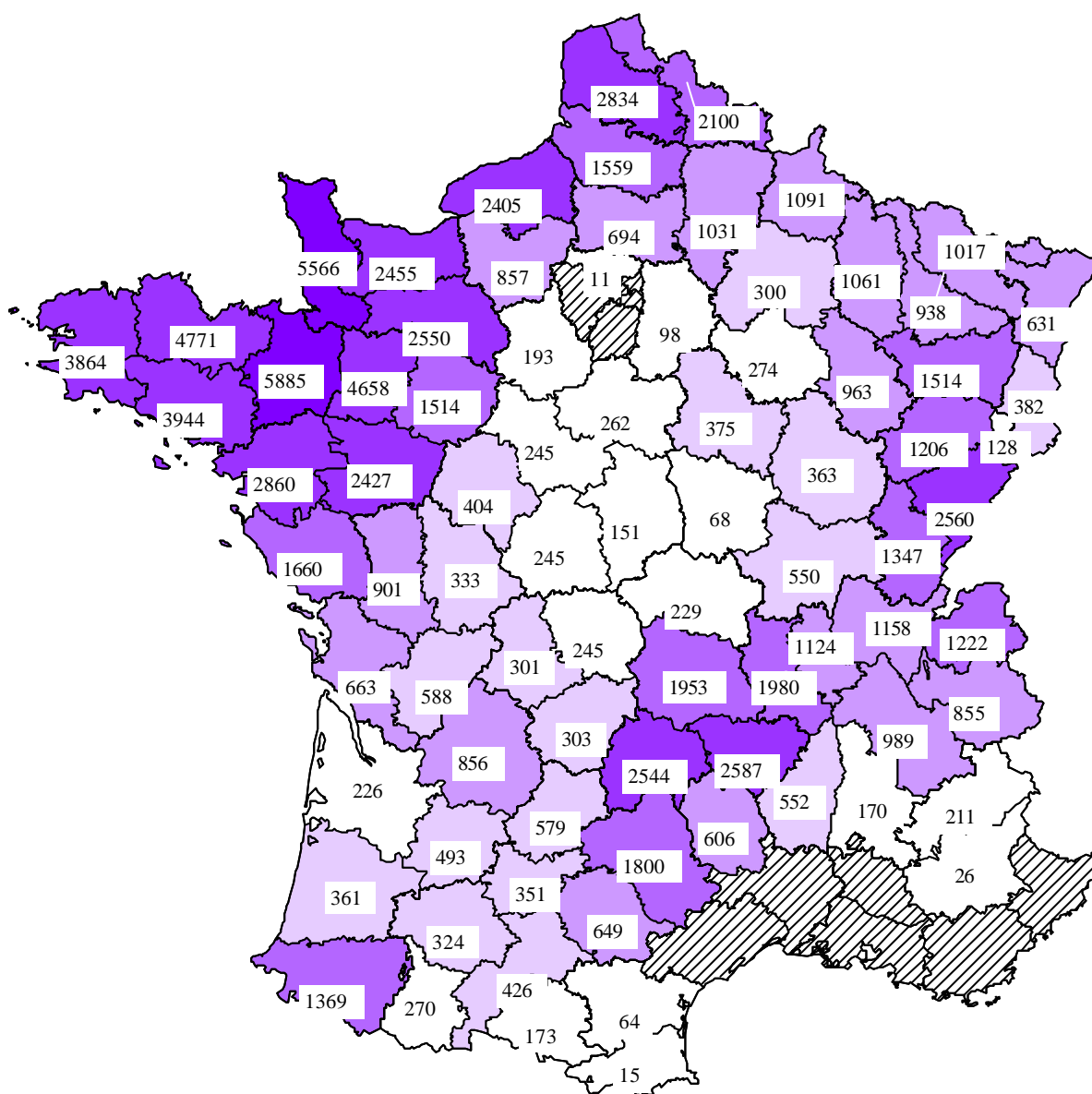
CONCLUSION

Globalement, on n'observe pas de bouleversement majeur du paysage laitier, qui évolue dans la continuité des tendances observées jusqu'à présent.

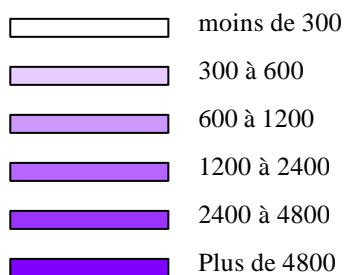
En revanche, le rythme des principaux phénomènes s'est s'accélééré en 2005 avec :

- **une diminution du nombre des exploitations**, le seuil des 100.000 livreurs ayant été franchi : la réduction est de l'ordre de 6 % en 2005 dans les trois zones laitières avec un rythme légèrement plus soutenu dans les zones *défavorisées* et de *montagne* qu'en *plaine*.
- **une augmentation de la taille des structures** (la référence moyenne atteignant désormais près de 232.000 litres), liée à l'accélération du phénomène sociétaire (le quota détenu par les formes sociétaires représentant désormais près des 2/3 du quota national).

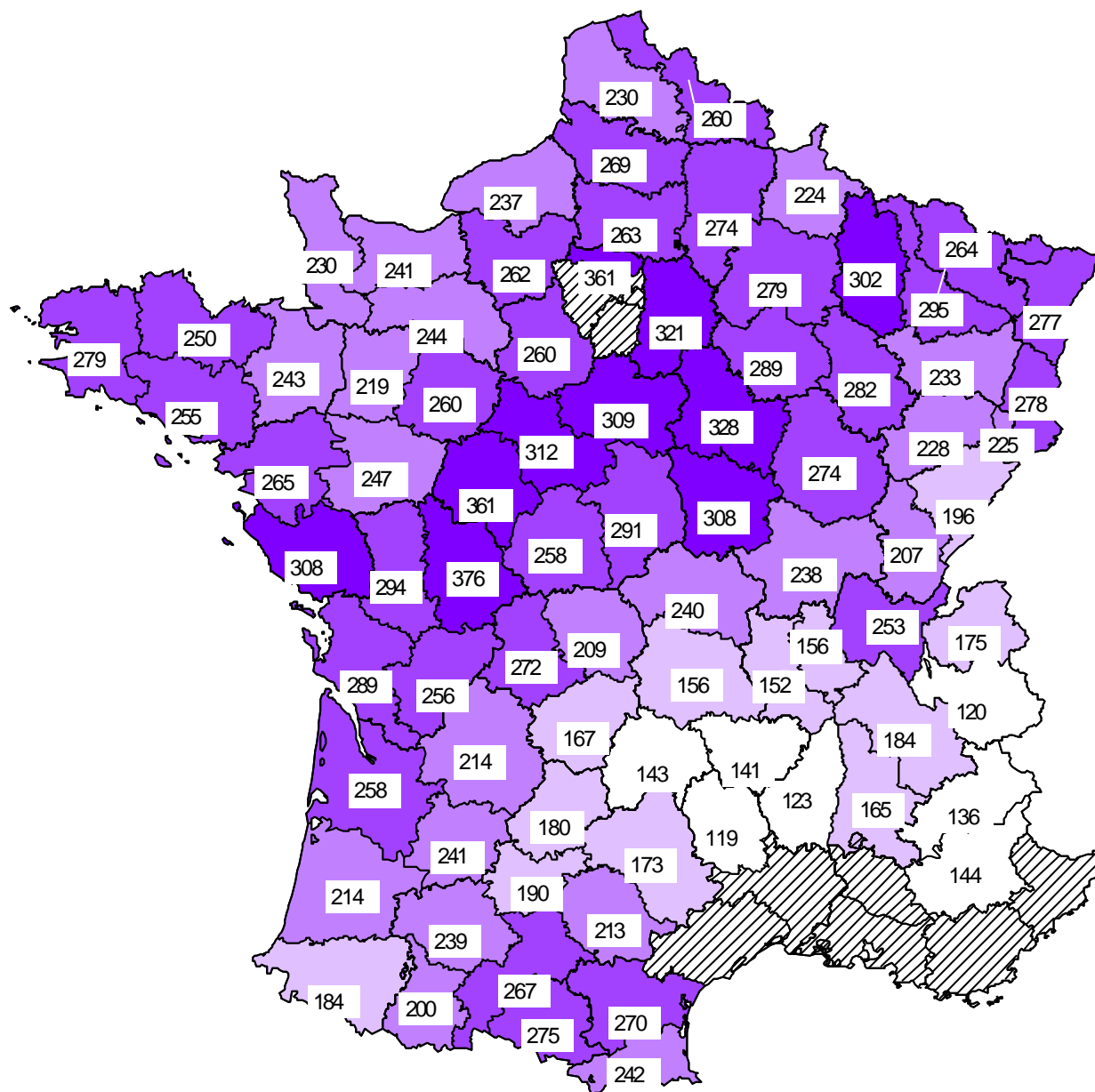
Carte 1 – Nombre de livreurs par département (2005)



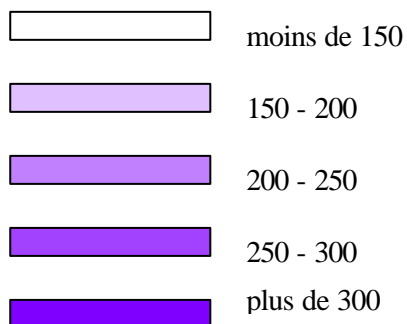
Nombre d'exploitations par département



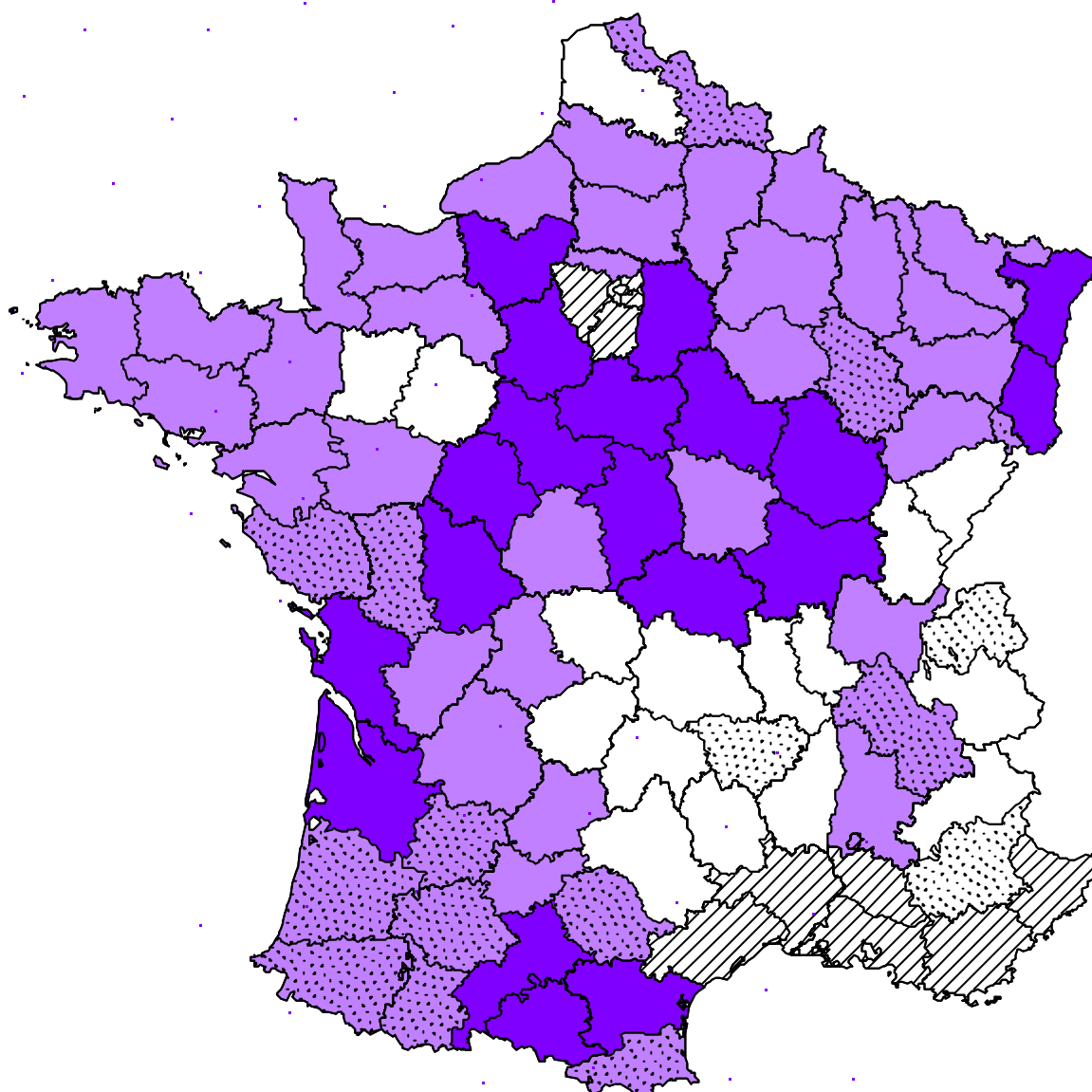
Carte 2 – Référence moyenne par département (2005)







Référence moyenne (x 1000 l)



Carte 3 – Typologie d'évolutions (2004)



Typologie d'évolution

-  Restructuration plus lente que la moyenne
-  Rythme moyen de restructuration
-  Restructuration forte
-  *Accélération en période récente*